

## "Plus le conflit avec les Palestiniens dure, plus le temps joue contre Israël"

Entretien avec Tzipi Livni, prochaine ministre des affaires étrangères du gouvernement intérimaire. Paru dans Le Monde, édition du 14 Janvier 2006.

### **Votre parti se nomme Kadima, "En avant". Pourquoi l'avez-vous créé, et "en avant" vers quoi ?**

La priorité, c'est le processus politique. Kadima se place au centre du consensus israélien. D'abord, Israël est un foyer national pour le peuple juif et il doit être démocratique. La conjugaison des deux éléments nous amène à devoir renoncer à une partie d'Eretz Israël (*la "terre d'Israël", qui inclut Gaza et la Cisjordanie*) et à accepter l'existence de deux Etats-nations. Depuis très longtemps, la majorité des électeurs du Likoud, de ses membres et même de ses dirigeants ont compris qu'à la fin il y aura deux Etats, qu'il faut faire des concessions. Il y avait un fossé entre le discours officiel ("*Pas d'Etat palestinien !*") et la perception de la réalité. Le Likoud était prisonnier de slogans historiques. Mais de même qu'Israël a mis fin à la question juive moderne, l'Etat palestinien doit constituer une réponse définitive au problème palestinien, sur la question territoriale comme sur celle des réfugiés. Malheureusement, les Palestiniens évoquent les deux Etats mais continuent d'évoquer le retour des réfugiés. C'est inacceptable. Par ailleurs, le processus qui mènera à l'Etat palestinien doit garantir la sécurité d'Israël.

### **Quel "processus" envisagez-vous ?**

Soyons honnêtes : il est impossible de "mettre un terme" aujourd'hui au conflit israélo-palestinien, tant il est profond, compliqué. Il faut revenir à la "feuille de route" (*document adopté en juin 2003 par les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et les Nations unies, qui prévoyait la création d'un Etat palestinien à la fin 2005*). C'est un plan par étapes vers l'Etat palestinien, mais il impose au préalable aux Palestiniens des devoirs, dont le premier est de lutter contre le terrorisme. Pour l'instant, je ne vois pas qu'ils le fassent réellement. Or ce processus dépend aussi de l'interlocuteur. On verra ce que donneront les élections palestiniennes (*du 25 janvier*). A ce sujet, je regrette que la communauté internationale se montre très tolérante quant à la participation d'organisations terroristes, comme le Hamas (*Mouvement de la résistance islamique*). Plus généralement, le score du Hamas et le comportement d'Abou Mazen (*Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne*) influenceront sur notre politique.

### **Si le Fatah l'emporte, négociez-vous avec l'Autorité palestinienne ?**

Il est prématuré d'en parler. Au Proche-Orient, tout va si vite... Aujourd'hui, nous doutons de la capacité d'Abou Mazen à gérer la situation, à commencer par le terrorisme. Mais cela peut changer. Nous vivons dans un espace où tout est sans cesse bouleversé, avec un environnement international qui est impatient, qui voudrait que les choses "se règlent" enfin. Or il faut de la patience, avancer dans un processus très contrôlé.

### **Les problèmes de fond, eux, n'évoluent que très lentement...**

Israël est né il y a moins de soixante ans. Jusqu'en 1967, Gaza était égyptien et la Cisjordanie territoire jordanien. Aujourd'hui, on parle d'Etat palestinien. Soixante ans, c'est

peu, au regard de l'Histoire. Si on peut avoir le sentiment que les choses évoluent lentement dans la relation israélo-palestinienne, c'est qu'il s'agit de questions de conscience, d'éducation. Leur mode de vie est si différent du nôtre. Leurs enfants assistent constamment à la télévision au dénigrement d'Israël, y voient glorifier des gangs armés. Tant qu'ils verront dans chaque Israélien un ennemi qu'il est légitime de tuer, il sera difficile d'avancer. Or cela prendra des générations pour que cette mentalité soit modifiée.

### **Le "processus sous contrôle" sera donc nécessairement très long ?**

Nous sommes confrontés à une dissonance entre les consciences et les nécessités politiques. Beaucoup de facteurs influent sur ce processus. Par exemple, la mondialisation. Elle pose le problème de l'équilibre entre les valeurs qu'elle génère et les valeurs nationales. Là, nous avons un problème face à la communauté internationale. On assiste à un phénomène de délégitimation croissante d'Israël. A quoi est-il dû ? L'Europe, par exemple, essaie depuis cinquante ans de construire quelque chose au-dessus de l'Etat-nation. Nous, au contraire, voulons assurer la spécificité juive de notre Etat. Or, désormais, on entend des gens dire : "Finalement, pourquoi n'y aurait-il pas qu'un seul Etat ici ? Au fond, le judaïsme n'est qu'une religion..." La mondialisation génère de fortes pressions contraires aux Etats-nations et des mouvements d'auto-préservation nationale. De ce point de vue, je suis parvenue à la conclusion que, sur le plan international, plus le conflit israélo-palestinien se prolonge, moins le temps joue en notre faveur. D'un côté, il faudrait attendre que les Palestiniens nous reconnaissent vraiment comme Etat juif, de l'autre, le temps est contre nous.

### **Le retrait de Gaza a été mené unilatéralement. Entendez-vous mettre fin à l'unilatéralisme dans le rapport aux Palestiniens ?**

C'est notre intérêt. Mais il faut être réaliste. Pour le moment, le fossé avec eux est tel que, si nous voulons avancer, nous devons agir seuls. Par exemple, ils exigent notre "*retour aux frontières de 1967*", comme si tout le problème était dû à l'occupation. Or, eux, vivent encore en 1947, puisqu'ils exigent le "droit au retour". Il faut donc avancer par nous-mêmes vers la séparation.

***TZIPI LIVNI** est née en Israël en 1958. Mariée, mère de deux enfants, elle devrait être, à partir du lundi 16 janvier, le nouveau ministre des affaires étrangères du gouvernement intérimaire, dans l'attente des élections du 28 mars en Israël. Elle est issue d'une famille "historique" de dirigeants de l'Irgoun, la milice juive ultranationaliste d'avant la création de l'Etat. Avocate, elle a travaillé au Mossad, le service de renseignement extérieur.*

***DÉPUTÉE DU LIKOUUD**, élue en 1999, elle était identifiée, jusqu'à présent, à la droite "dure" sur la question palestinienne. Sous le gouvernement d'Ariel Sharon, elle a connu une ascension rapide, et a été plusieurs fois ministre depuis 2001.*

***RETRAIT DE GAZA.** M<sup>me</sup> Livni a été l'un des soutiens les plus fidèles de M. Sharon pour le retrait de Gaza. Elle a tenté une médiation avec les "durs" du Likoud, puis a incité M. Sharon à quitter le parti.*

**Propos recueillis par Sylvain Cypel  
Tous droits réservés – Le Monde.**